

Lausanne, le 13 avril 2005

Nouvelle publication de la BADAC

Les cantons suisses sous la loupe

Autorités, employés publics, finances

Contrairement aux idées reçues, le découpage fédéraliste offre des conditions particulièrement propices à une analyse comparative. La banque de données des cantons et des villes suisses (BADAC) est au service d'une telle analyse. Depuis mars 2004, elle fournit ses résultats sous forme dynamique et facilement accessibles online via son site www.badac.ch.

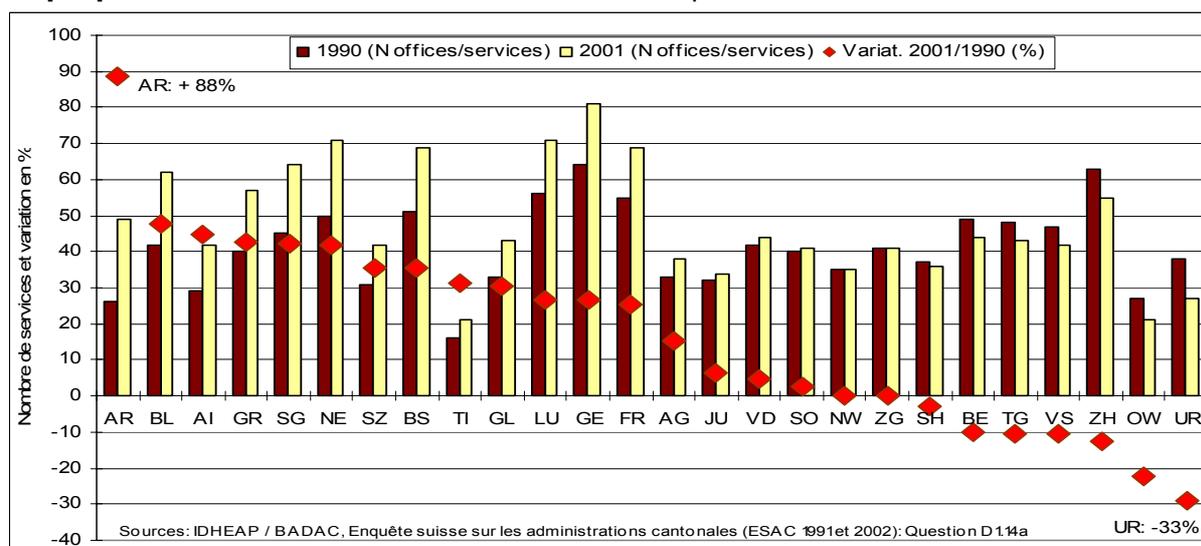
Dès aujourd'hui, la BADAC présente le résultat de ses recherches sous forme d'un rapport synthétique de 160 pages illustrées de tableaux et de graphiques. Ce rapport décrit des aspects souvent méconnus de l'organisation politico-administrative des cantons (parlement, gouvernement et organes de pilotage des administrations publiques, structures administratives cantonales). Il présente également le personnel de la fonction publique des cantons suisses (y compris la part communale et fédérale) ainsi que les finances et la collaboration intercantonale.

Une partie des résultats présentés dans la nouvelle publication de la BADAC est tirée d'enquêtes réalisées auprès des administrations cantonales depuis le début des années 1990. A titre d'exemple, nous présentons deux thématiques traitées dans le livre et que nous entendons développer à l'avenir: a) les restructurations administratives, à travers l'évolution du nombre des offices/services subordonnés aux départements (voir graphique 1), et b) la décentralisation des effectifs et des dépenses publiques (voir cartes 1 et graphique 2).

Le développement des structures administratives

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du nombre total des services cantonaux entre 1990 et 2001, en valeur absolue et relative. Entre 1990 et 2001, le total des offices/services subordonnés aux départements cantonaux est passé de 1037 à 1242 (+20%) alors que le nombre de départements a diminué de 208 à 169 (-20%). Cette évolution vers un élargissement des services est très diversifiée selon le canton.

Graphique 1 Evolution du nombre des offices et services par canton entre 1990 et 2001



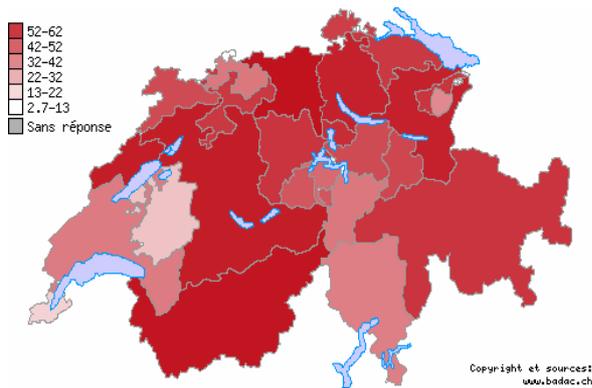
L'augmentation la plus forte du nombre de services s'observe dans les cantons d'Appenzell (Rhodes Extérieures et Intérieures (+88%)), Bâle-Campagne, dans les Grisons, à St-Gall et à Neuchâtel avec des

taux supérieurs à 40%. A l'inverse, les cantons d'Uri (-30%), d'Obwald, de Zurich, du Valais, de Thurgovie et de Berne ont réduit le nombre de leurs services d'au moins 10%.

Degré de décentralisation des emplois et des dépenses

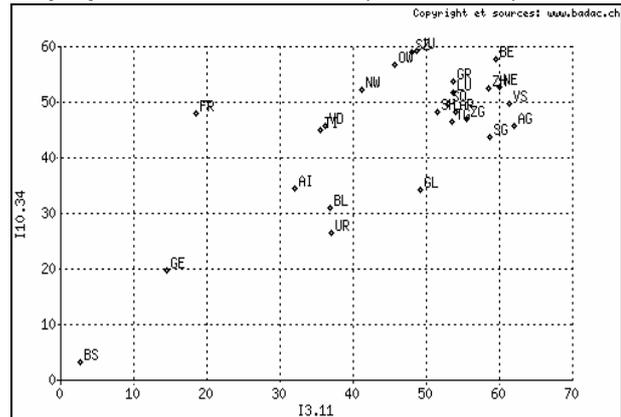
La Suisse ne dispose pas d'une bonne statistique des emplois dans le secteur public. C'est d'autant plus paradoxal que 15% de la population active est employée par l'Etat en Suisse (cantons, communes, Confédération) et que les charges en personnel représentent généralement plus de 50% des dépenses publiques. Des connaissances plus étendues dans ce domaine sont donc nécessaires afin de pouvoir décrire le secteur public dans son ensemble mais aussi afin de mieux comprendre le rôle central que l'Etat et les administrations jouent dans l'organisation sociale et la redistribution économique. La BADAC entend y contribuer.

Carte 1 Décentralisation des emplois 2000*



* Part des emplois communaux sur le total des emplois (communes + cantons) (Moyenne=45,6% ; minimum BS=2,7% ; AG=62%)
Sources: OFS, RFP 2000, calculs BADAC

Graphique 2 Décentralisation des emplois* et des dépenses**



I3.11 Décentralisation des emplois 2000*
**I10.34 Part des communes aux dépenses des cantons et des maximumcommunes 2000 ;
(Moyenne=44.6% ; Minimum BS=3% ; maximum JU=59.1%)
Source : AFF Finances publiques en Suisse 2002 ; calculs BADAC.

Les données existantes permettent déjà de se faire une idée des différences intercantionales en matière de décentralisation des emplois et des dépenses publiques. La carte de gauche présente la part des emplois communaux au total des emplois communaux et cantonaux. Un maximum de 62% s'observe dans le canton d'Argovie alors que Bâle-Ville affiche un minimum de 2,7% (communes de Riehen et Bettingen). Le graphique de droite met en relation le degré de décentralisation des emplois avec la décentralisation des dépenses. La corrélation entre les deux indicateurs BADAC apparaît clairement (coefficient de corrélation de pearson=0,73). En outre, Bâle-Ville et Genève se caractérisent par une forte centralisation des dépenses alors que le canton de Berne affiche un record de décentralisation tant en terme d'emplois que de dépenses publiques. Le canton de Fribourg, de son côté, est plutôt atypique avec une forte centralisation des emplois et une décentralisation des dépenses sur les communes.

Nouvelle publication:

"Les cantons suisses sous la loupe. Autorités, employés publics, finances", par Daniel Bochsler, Christophe Koller, Pascal Sciarini, Sylvie Traimond et Ivar Trippolini, 167 pages, illustrations et tableaux div. broché EUR 24.--/CHF 36.--, ISBN 3-258-06886-0. Cette publication est aussi disponible en allemand: "Die Schweizer Kantone unter der Lupe. Behörden, Personal, Finanzen". Vous trouvez sur notre site www.badac.ch des résumés dans les quatre langues nationales (allemand, français, italien, romanche), en anglais, ainsi qu'une liste des graphiques et des tableaux, dont certains sont téléchargeables. L'ouvrage peut être commandé online directement via <http://verlagsshop.haupt.ch> .

Renseignements:

Pour toutes questions, veuillez contacter **Christophe Koller**, Chef de projet (Tél. 021 694 07 67; christophe.koller@idheap.unil.ch) ou **Ivar Trippolini** (Tél. 021 694 07 65; ivar.trippolini@idheap.unil.ch) (lundi et mercredi).